

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Une armée multinationale pour en découdre avec le terrorisme

Yannick Franz IGOHO
Addis-Abeba/Éthiopie

COUP de tonnerre en Afrique. L'Union africaine (UA) va monter son armée pour répondre à la menace terroriste. C'est l'une des décisions majeures de ce 33e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'organisation panafricaine qui a pris fin hier à Addis-Abeba (Éthiopie).

Durant deux jours, les leaders africains et autres experts ont réfléchi sur les pistes de solutions permettant d'en découdre avec la montée du terrorisme sur le continent, notamment en Libye, au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, des régions totalement fragilisées. C'est le cas de la Libye qui ressemble désormais à un champ de ruines du fait des affrontements armés entre groupes rivaux. Dans ce tableau sombre figure également le Sahel, particulièrement le Burkina Faso où les services de base, dont l'éduca-

Les chefs d'État sont convenus de convoquer dans un délai d'un mois un Conseil extraordinaire de Paix et de Sécurité



Le nouveau président en exercice de l'UA, le Sud-Africain, Cyril Ramaphosa a vigoureusement condamné le terrorisme.

tion, s'effondrent tel un château de cartes. Sans parler des exactions commises par plusieurs groupes armés, dans la zone du lac Tchad. Un constat alarmant qui n'a pas laissé indifférents les chefs d'État et de gouvernement du continent. Pour en finir avec cette gangrène qui se propage à grande vitesse sur l'Afrique, le premier magistrat de la " Nation arc-en-ciel ", par ailleurs président de l'UA, Cyril Ramaphosa et ses pairs optent pour la fermeté. Objectif: mettre un terme au terrorisme en Afrique, voire au-delà. Pour y arriver, ils proposent, entre autres, la création d'une armée de 3 000 hommes et son déploiement immédiat sur le théâtre des opérations. Et pour

rendre plus efficace cette armée multinationale, ils ont décidé d'augmenter leurs contributions financières. Une manne indispensable à la satisfaction des besoins courants de ladite force. Pour aller plus loin, les chefs d'État sont convenus de convoquer dans un délai d'un mois un Conseil extraordinaire de Paix et de Sécurité dans une ville pour l'heure encore non connue. Dans la même foulée et sur un ton des plus fermes l'UA condamne les ingérences extérieures. À en croire les membres de cette organisation, les puissances occidentales qui fabriquent et commercialisent les armes lourdes sont responsables de la montée du terrorisme en Afrique.

Le sénateur de la Lombo-Bouenguidi s'en est allé

GABRIEL Ngosso a tiré sa révérence à l'âge de 77 ans.

JKM
Libreville/Gabon

LE sénateur du département de la Lombo-Bouenguidi, Gabriel Ngosso, est décédé le 1er février dernier, à la Polyclinique Chambrier de Libreville, des suites d'une maladie. L'annonce de sa disparition a plongé plus d'un habitant de sa circonscription politique dans l'émoi et la tristesse. Tant l'homme était connu et apprécié pour son humilité, sa discrétion et sa proximité avec les populations. N'hésitant pas, en cas de besoin, de leur apporter un soutien matériel ou moral. Fidèle en amitié et en politique, Gabriel Ngosso était un élu du Parti démocratique gabonais (PDG), formation politique à laquelle il restera attaché toute sa vie. Né le 1er janvier 1943 à Issemé, bourgade située à une dizaine de kilomètres de Pana, chef-lieu du département de la Lombo-Bouenguidi, dans la province de l'Ogooué-Lolo, Gabriel Ngosso a été premier adjoint au maire de Pana de 1998 à 2008. Avant d'être élu, un an plus tard, sénateur de la Lombo-Bouenguidi, au cours de la 3e législature durant laquelle il a exercé les fonctions de 1er questeur du Sénat. Réélu sénateur de la Lombo-Bouenguidi à l'issue de la 3e législature, il aura marqué son passage au palais Omar Bongo Ondimba en étant également membre de la Commission des Lois et des Affaires administratives, chargé des droits de l'Homme. Et de celle des Finances, du Budget et des Comptes économiques de la Nation. Officier de l'Étoile équatoriale, commandeur du Mérite gabonais, Gabriel Ngosso était marié et père d'une nombreuse famille.



Gabriel Ngosso, sénateur de la Lombo-Bouenguidi, a tiré sa révérence.

Miroir du gouvernement Prendre le taureau par les cornes

JAMAIS, sans doute, le monde de l'éducation, dans notre pays, n'a été autant secoué par des violences en milieu scolaire que ces derniers temps. Il ne se passe presque plus, en effet, une semaine sans qu'on enregistre une agression verbale, physique ou à l'arme blanche dans un collège ou lycée du pays. Et le décès récent d'un collégien de Tchibanga, chef-lieu de la province de la Nyanga, à la suite des coups de poignard d'un de ses camarades, illustre à suffisance l'ampleur de ce phénomène.

Pour tenter d'y faire face, le ministre de l'Éducation nationale, le Pr Patrick Daouda Mouguiama, a rencontré, samedi dernier, au collège Nelson-Mandela de Libreville, une délégation d'une quarantaine d'élèves venus de divers lycées et collèges de la capitale gabonaise. Une initiative

louable et salutaire, d'autant qu'elle se sera soldée par une analyse pertinente de ce fléau en pointant d'un doigt accusateur la responsabilité des parents d'élèves. Ce qui n'exonère en rien les pouvoirs publics. Entendu que, selon certains experts, cette insécurité grandissante en milieu scolaire est quelque part symptomatique de la banalisation de la violence dans la société gabonaise. Et la conséquence du gap existant entre l'augmentation exponentielle des apprenants et le déficit des structures scolaires. Entassés dans des salles de classes, au contact d'une certaine promiscuité, collégiens et lycéens seraient plus enclins à des actes de violence.

D'autant plus que, au sein de leurs familles, la vie n'est guère rose. Vu que les parents sont de moins en moins

présents, préférant se reposer sur l'école pour l'éducation de leurs enfants. Avec ceci que, aux yeux de ces derniers, l'école "ne servirait plus à rien. Car, on peut s'en sortir sans y avoir réellement fait ses preuves".

C'est dire la nécessité de prendre véritablement le taureau par les cornes, en initiant des actions d'envergure. Car, à voir les mesures (fouille systématique des cartables des élèves avant leur accès dans les établissements, saisie de tout objet dangereux, exclusions définitives, etc.) arrêtées par les autorités du Minéduc, pas sûr qu'elles parviennent à endiguer ce fléau.

J.KOMBILE MOUSSAVOU